



Le journal des

# Marchés Publics

*Public Contracts Journal*



Bulletin d'annonces des Marchés Publics / Public contracts Bulletin



## **MINEDUB**

Rehabilitation of public school Benoue groups I and II,  
subdivision of Garoua II

## **IRGM**

Fourniture et installation du matériel informatique

**N° 1134**

Mardi 30 Août 2016  
Tuesday 30 August 2016

Internet : [www.arnp.cm](http://www.arnp.cm)  
E-mail : [infos@arnp.cm](mailto:infos@arnp.cm)



**“Les projets arrêtés et financés  
doivent être effectivement exécutés  
dans les normes prévues”**

*S.E Paul BIYA, le 03 novembre 1997*



**Bulletin d'annonces des Marchés Publics**  
BP : 6604 Yaoundé  
Fax : 22 20 60 43 / 22 20 33 26  
Tél. : 22 20 18 03 / 22 20 00 08 / 22 20 00 09  
jdm@amp.cm

**Directeur de Publication**  
Joseph NGO

**Conseiller à la rédaction**  
Thomas MBEUTCHA  
Jean Marie NGAKETCHA

**Coordination Générale**  
Irème Lucrèce ELOUNDOU

**Contenu Technique**  
Cellule de la Communication,  
des Relations Publiques et de l'Édition

**Édition**  
Josiane C. MBARGA ESSOMBA

**Relations Publiques**  
Claude Sandra EBOKO

**Secrétariat**  
Solange NZALI  
Marie Marguerite AMBOMO  
Hortence AYISSI  
Elise BIWOLE NKOU  
Albertine Henriette SAMBA  
Géraldine Flore DJIDJOU  
Carine Prudence NGA

**Infographie**  
Hilaire TCHUENTE KAMSEU  
Jean Bosco SAH

**Distribution**  
Courrier ARMP/MESSAPRESSE/GMS



# SOMMAIRE

N° 1134 du Mardi 30 Août 2016

## I. AVIS D'APPEL D'OFFRES

### I.1. Consultations récentes

#### I.1.1. Travaux

##### \* Routes et Voiries

- MINTP .....	3
- MINADER .....	3

##### \* Bâtiments

- MINEDUB .....	11
-----------------	----

#### I.1.2. Fournitures

##### \* Matériels informatiques

- IRGM .....	16
--------------	----

#### I.1.3 Services et Prestations Intellectuelles

##### \* Maîtrise d'oeuvre et contrôle

- MINFI .....	20
---------------	----

##### \* Autres Services et Prestations Intellectuelles

- MINEDUB .....	23
- MINDHU .....	33

## II. Actes de certains Maîtres d'Ouvrage

III. Résultats .....	41
----------------------	----

IV. Abréviations .....	43
------------------------	----

# Routes et Voiries

## MINTP

Avis d'appel d'offres national ouvert N° 100/AONO/MINTP/CMPM-TI/2016 du 08/08/2016 En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'aménagement des routes revêtues dans les régions du Centre et de l'Ouest

**Financement : Budget MINTP, Exercice 2016. Imputation : 36 467 03 22 00 21 22 50**

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

### 1. Objet de l'Appel d'Offres :

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux d'aménagement des routes revêtues dans les régions du Centre et de l'Ouest.

### 2. Allotissement

Les travaux sont repartis en **quatre (04) lots** comme suit :

N° lots	Régions	Tronçons	Longueur estimée (Km)	Budget Provisionnel TTC	Délai (mois)	Type d'intervention
1-OU/16	Ouest	Tchala-Kagouongwe-Djeuve-Gwesse-RD 62 dans la commune de Bayamgam	4,80	824 000 000		Bitumage en enduit superficiel bicouche et tricouche
	<b>TOTAL</b>		<b>4,80</b>			
2-CE/16	Centre	Axe 1-Rail (Hôpital gynéco obstétrique et pédiatrique) - Maison blanche - carrefour hintel (station blessing)	1,95	418 000 000	05	Bitumage en enduit superficiel bicouche et tricouche
	Centre	Axe 2- Entrée postérieure d'hôpital gynéco obstétrique et pédiatrique - Fondation Chantal Biya (école publique Ngoussou)	0,35			
	Centre	Bretelle 1 - Carrefour Maison blanche - école publique Ngoussou - Fondation Chantal Biya	0,25			
	Centre	Bretelle 2 - Axe 1 - Entrée postérieure d'hôpital gynéco obstétrique et pédiatrique	0,20			
	Centre	Bretelle 3 (8ème entrée MAETUR) - Axe 1- Axe 2	0,20			
	Centre	Bretelle 4 (7ème entrée MAETUR) - Axe 1- Axe 2	0,20			
	<b>TOTAL</b>		<b>3,70</b>			
3-CE/16	Centre	Entée du Ministère Sale Charles sis à Odza	0,9	303 000 000		Réhabilitation avec revêtement en pavés, en enduit superficiel bicouche
	Centre	Bretelle No 1 à coté de la Banque Mondiale sise au quartier Bastos à Yaoundé	0,15			
	Centre	Entrée Club France - Lycée d'Efoulan	0,40			
	<b>TOTAL</b>		<b>1,45</b>			
4-CE/16		Carrefour Ekoumdoum (fin bitume) - carrefour Manga Phillippe - Collège Paul Messi;	2,3	287 000 000		Bitumage en enduit superficiel bicouche
		carrefour Manga Philippe - Entrée poisson frais (début bitume)				
<b>TOTAL</b>		<b>2,3</b>				
<b>TOTAL PREVISIONNEL</b>			<b>12,25</b>	<b>1 832 000 000</b>		

**3. Consistance des travaux :**

Ces travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive:

- Le débroussaillage;
- L'Abattage d'arbres;
- Le remblai d'emprunt ;
- L'excavation pour purge de chaussée ;
- La scarification ;
- La réparation des nids de poules ;
- Le déflachage-resurfaçage à l'enrobé ou G. émulsion ;
- Le déflachage resurfaçage à l'enduit bicouche ;
- Le colmatage des fissures isolées et groupées ;
- Le rechargement d'accotement en Grave Latéritique ;
- Le dérasement des accotements ;
- La fondation en graveleux naturel ;
- La couche de base en graveleux naturel et en concassé ;
- La reconstitution de la couche de roulement et du revêtement ;
- L'assainissement transversal et longitudinal;
- La réparation des ouvrages ;
- La signalisation et la prise en compte de la protection de l'environnement.

**4. Participation et origine :**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou groupement d'entreprises des Travaux Publics de droit camerounais.

**5. Financement :**

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Exercice 2016, Imputation : 36 467 03 22 00 21 22 50.

**6. Délai d'exécution :**

Le délai global d'exécution des travaux est de 05 mois calendaires; Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

**7. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché:**

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

**8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission):**

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang agréé par le ministre en charge des finances et d'un montant égal à :

N° du lot	Montant de la caution en FCFA
1-OU/16	15 000 000
2-CE/16	8 000 000
3-CE/16 ; 4-CE/16	5 000 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

#### **9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Sous-Direction des Marchés Publics (Service des Appels d'Offres, tel : 222 23 14 22, sise au Bâtiment G en face du Lac Municipal).

#### **10. Acquisition du dossier d'appel d'offres :**

Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Sous-Direction des Marchés Publics au Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, sise au bâtiment G en face du Lac Municipal à Yaoundé, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **deux cent mille (200 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

#### **11. Présentation des offres :**

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous simple enveloppe dont :

- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

#### **12. Remise des offres :**

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, à la Sous-Direction des Marchés Publics au Ministère des Travaux Publics, sise au Bâtiment G en face du Lac Municipal, au plus tard le **31/08/2016 à 10 heures**, et déposée contre récépissé. Elle devra porter la mention :

*« Avis d'appel d'offres national ouvert N° 100/AONO/MINTP/CMPM-TI/2016 du 08/08/2016 En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'aménagement des routes revêtues dans les régions du Centre et de l'Ouest.*

*Financement : Budget MINTP, Exercice 2016. Imputation : 36 467 03 22 00 21 22 50*

*A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

#### **13. Recevabilité des offres**

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

#### **14. Ouverture des offres :**

L'ouverture des offres aura lieu le **31/08/2016 dès 11 heures** précises dans la salle de réunion de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures du Ministère des Travaux Publics siégeant à la salle de réunion de ladite commission au Ministère des Travaux Publics.

L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1<sup>er</sup> étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),
- 2<sup>eme</sup> étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)
- 3<sup>ème</sup> étape: Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

### 15. Critères d'évaluation des offres :

#### *Critères éliminatoires*

- a) Dossier administratif incomplet pour absence de l'une des pièces exigées dans le DAO.
- b) Dossiers technique incomplet pour absence de :
  - La liste des chantiers en cours avec leur taux d'exécution;
  - Un conducteur des Travaux ayant la qualification exigée dans le dossier d'Appel d'Offres ;
  - Une note sur l'Organisation et la méthodologie.
- c) Dossiers financier incomplet pour absence de :
  - Une soumission ;
  - Le bordereau des prix (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible ;
  - un prix unitaire quantifié (l'élimination se fera pour les lots concernés) ;
  - sous – détail d'un prix unitaire quantifié (l'élimination se fera pour les lots concernés).
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- e) N'avoir pas obtenu au moins un total de 20 critères sur l'ensemble des 27 critères essentiels ;

#### *Critères essentiels*

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 27 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur **11 critères** ;
- b) Le matériel à mobiliser sur **15 critères** ;
- c) Les Références du Soumissionnaire (pièces 9.7) sur **1 critère** ;

*NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.*

### 16. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

### 17. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Il ne peut être attribué qu'un (01) seul lot par soumissionnaire au titre de cet Appel d'Offres, sauf pour éviter d'avoir un lot infructueux.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un soumissionnaire dans les conditions suivantes :

- Si son plan de charge est élevé par rapport à son matériel et son personnel;
- Si le résultat de la vérification éventuelle de la disponibilité effective du matériel par le Maître d'Ouvrage n'est pas concluant.

### 18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique à la Direction des Affaires Générales (Sous-Direction des Marchés Publics / Service des Appels d'Offres, tel : 222 23 14 22, au Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, sise au bâtiment G en face du Lac Municipal) ou à la Direction des Routes Rurales.

*Fait à Yaoundé, le 08/08/2016*

*Le Ministre des Travaux Publics  
Maître d'Ouvrage*

# MINADER

**Appel d'offres national ouvert N°012/AONO/MINADER/CMPM/2016 du 19 août 2016 en procédure d'urgence relatif à l'aménagement :**

- ❖ des voies d'accès de services à Etoug-Ebé, lot1;
- ❖ des voies d'accès de services à Etoug-Ebé, lot 2;
- ❖ de la cour du ministère de l'agriculture et du développement rural (parking avant et arrière) lot 3.

## 1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le but de l'amélioration du cadre de travail des services centraux, Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural lance, sur financement du Budget d'Investissement Public, un Appel d'Offres National Ouvert, pour les travaux tel que définis ci-après:

N° lot	Désignations des Travaux
1	Aménagement des voies d'accès de services Etoug-Ebe;
2	Aménagement des voies d'accès de services à Etoug-Ebe;
3	Aménagement de la cour du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Parking avant et arrière)

## 2. Consistance des travaux

**Les travaux comprennent les tâches suivantes:**

### ❖ Lot 1

- Travaux préliminaires ;
- Terrassement ;
- Revêtement de la chaussée ;
- Assainissement des eaux pluviales.

### ❖ Lot 2

- Travaux préliminaires ;
- Terrassement ;
- Revêtement de la chaussée ;
- Assainissement des eaux pluviales.

### ❖ Lot 3

- Travaux préliminaires ;
- Bitumage de la cour arrière et avant ;
- Assainissement autour du bâtiment ;
- Signalisation horizontale et verticale.

## 3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu pour la réalisation des travaux est de **trois (03) mois** pour chaque lot à partir de la notification de l'ordre de service de commencer.

## 4. Allotissement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres seront constitué de **trois (03) lots**.

Chaque entreprise peut soumissionner pour plus d'un lot, mais, ne peut être adjudicataire de plus d'un lot, s'il se trouve le moins disant sur les trois, le marché dudit lot lui sera attribué, par ordre de préférence qu'il indiquera à la soumission.

## 5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N° lot	Désignations des Travaux	Montant en lettre (FCFA)	Montant en chiffre (FCFA)
1	Aménagement des voies d'accès de services à Etoug-Ebé ;	Vingt millions	20 000 000
2	Aménagement des voies d'accès de services à Etoug-Ebé;	Trente millions	30 000 000
3	Aménagement de la cour du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Parking avant et arrière).	Cinquante millions	50 000 000

## 6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés, Entreprises ou Groupement d'Entreprises, de droits Camerounais exerçant dans le domaine des bâtiments et travaux Publics.

## 7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres National Ouvert sont financés par le **Budget d'Investissement Public du MINADER, Exercice 2016 sur la ligne d'imputation budgétaire N°50 30 391 06 340020 2202.**

## 8. Cautionnement provisoire

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO des montants tel que décrit dans le tableau ci-dessous:

N° Lot	Désignation du lot	Montant en lettre (FCFA)	Montant en chiffre (FCFA)
01	Aménagement des voies d'accès de services Etoug-Ebé;	Quatre cent mille	400 000
02	Aménagement des voies d'accès de services à Etoug-Ebé;	Six cent mille	600 000
03	Aménagement de la cour du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.	Un million	1 000 000

Ces cautions seront valables pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** au-delà de la date de validité des offres.

## 9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, Téléphone : 222 22 16 24, 3e chalet), dès publication du présent avis.

## 10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, Téléphone : 22 22 16 24, 3e chalet) dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) F CFA.**

## 11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) **original** et six (06) **copies** marquées comme telles, devra être parvenue à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, au plus tard **le 08 septembre 2016 à 11 heures** et devra porter la mention suivante :

« Appel d'offres national ouvert N°012/AONO/MINADER/CMPM/2016 du 19 août 2016 en procédure d'urgence relatif à l'aménagement :

- ❖ des voies d'accès de services à Etoug-Ebé, lot 1;
- ❖ des voies d'accès de services à Etoug-Ebé, lot 2;
- ❖ de la cour du ministère de l'agriculture et du développement rural (parking avant et arrière) lot 3.

*A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

## 12. Recevabilités des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux et copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet, ...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

## 13. Ouverture des plis

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques en un temps aura lieu le 08 septembre 2016 à 12 heures par la Commission Ministériel de Passation des Marchés du MINADER dans la salle de conférence de la Direction des Ressources Humaines.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix **dument mandatée**.

## 14. Critères d'évaluations

### 14.1. Principaux critères éliminatoires

- Absence d'une pièce administrative;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de 1<sup>er</sup> ordre agréée par le MINFI;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Délai supérieur au délai prescrit ;
- Non satisfaction d'au moins **70%** des critères de qualification.

*NB : Toutes les pièces certifiées conformes par une autorité administrative compétente et datant de moins de 03 mois.*

### 14.2 Les principaux critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1	Chiffre d'affaire moyen supérieur ou égal à trente (30) millions de F CFA des trois dernières années	Oui/non
2	Attestation de surface financière de 10 millions de FCFA par lot	Oui/non
3	<b>Références générales de l'entreprise et dans le domaine justifiées</b> Le <b>soumissionnaire produira la preuve d'avoir déjà exécuté au moins deux marchés similaires sur cinq ans, avec le montant desdits marchés, les coordonnées des responsables du projet ou du Maître d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies des marchés ou lettres commande première et dernière pages, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution des marchés)</b>	Oui/non
4	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels justifiés	Oui/non
5	<b>Expérience du personnel d'encadrement</b> : au moins 3 ans dans le domaine pour chacun (CV signé, daté et N° de téléphone ; Copie du Diplôme légalisée Attestation de présentation de l'original du diplôme). Conducteur des travaux (Ingénieur de Génie Civil) et du chef de chantier (Technicien Supérieur GC)	Oui/non
6	<b>Personnel Administratif</b> : Le Diplôme BEFC 2 ans au moins d'expérience, CV signé, daté et N° de téléphone ; Copie du Diplôme légalisée Attestation de présentation de l'original du diplôme	Oui/non
7	Méthodologie et organisation du chantier (suivi des travaux, cohérent du chronogramme, compréhension du projet, cohérence des sous détails des prix, absence d'un sous détail de prix essentiel)	Oui/non

<b>8</b>	Présentation de l'offre	Oui/non
<b>9</b>	Visite du site signée sur l'honneur	

Les offres n'ayant pas satisfait à au moins **70% de Oui** lors de l'analyse technique, seront jugées techniquement non qualifiées et ne pourront pas accéder à l'analyse financière.

#### **15. Attribution**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

#### **16. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **17. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés du MINADER, téléphone 222 22 16 24.

*Yaoundé, le 19 aout 2016*

*Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural  
Henri EYEBE AYISSI*

# Bâtiments

## MINEDUB

**Open national invitation to tender N°008/ONIT/MINEDUB/CMPM/2016 of 22/08/2016 rehabilitation of public school Benoue groups I and II, subdivision of Garoua II, Benoue division, northern region.**

**1. Subject of the invitation to tender:** The Minister of Basic Education hereby announces an Open National Invitation to tender for the rehabilitation work of public school Benoue groups I and II, Subdivision of Garoua II, Benoue Division, Northern Region.

### 2. Nature of works

The services subject of this tender are:

- **EP BENOUE Groupe I:** Rehabilitation of manager's office and classes SIL A, B and C; CPA, B and C; CE2 A, B and C, CM1 A, B and C;
- **EP BENOUE Groupe II:** Rehabilitation of manager's office and classes SIL A, B and C; CPA, B and C; CE2 A, B and C, CM1 A, B and C;

### 3. Execution deadline

The supplies are required to be delivered within **three (03) months** with effect from the date of notification of the service order.

4. The estimated cost of the operation following prior studies stands is **Thirty five million four hundred and forty seven thousand four hundred and sixty eight (35 447 468) FCFA TTC.**

**5. Participation and origin:** Participation in this invitation to tender is opened to all companies and enterprises operating in Cameroon.

### 6. Financing

The building works, object of this Open National Invitation to Tender, will be financed by the Public Investment Budget (PIB) 2016; Budget Head N° **50 15 197 01 340020 2232.**

**7- Provisional bid bond:** Subject to rejection, each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond issued by a first class-bank approved by the Ministry in charge of Finance and listed in document 11 of the tender file, amounting to **700 000 (seven hundred thousand) FCFA** and valid for thirty days beyond the original date of bid validity.

### 8. Consultation of tender file

Tender documents (dossier) may be consulted at the Ministry of Basic Education, Department of Financial and Material Resources, Service of public contracts, Room 117 from publication of this National Invitation to Tender.

### 9. Acquisition of tender file

Tender documents (dossier) may be obtained at the following address: Ministry of Basic Education, Department of Financial and Material Resources, Service of construction contracts, Room 117 upon presentation of a payment receipt of **50 000 (fifty thousand) F CFA francs** payable at the Public Treasury representing the DAO acquisition costs.

### 10. Submission of offers

Each bid, written in French or in English, should be presented in 07 (Seven) copies (01 original and 06 duplicate). It should reach the Department of Financial and Material Resources; Service of construction contracts (MINEDUB), Door 117 latest **27/09/2016 at 13 noon**, local time and should be labelled:

*Open national invitation to tender N° 008/ONIT/MINEDUB/CMPM/2016 of 22/08/2016 rehabilitation of public school Benoue groups I and ii, subdivision of Garoua II Benoue division, northern region.*

*NB: to be opened only at the official session of the tenders board"*

## 11. Admissibility of offers.

Under pain of rejection, the administrative documents required, must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must not be older than three preceding the original date of submission of bids (3) months or must not have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

## 12. Opening of bids

Bids shall be opened on **27/09/2016, at 2 p.m., local time**, in the Room 618 of the Ministry of Basic Education. The exercise shall be conducted by members of MINEDUB Tenders Board and in the presence of the bidders or their duly authorised representatives with a perfect knowledge of the file.

## 13. Evaluation criteria

### 13.1 Eliminary Criteria

Evaluation of eliminary criteria will be binary and based on the following criteria:

N°	Designation criterion
1	Lack of a part of the administrative document ;
2	Presence of a false declaration or forget document;
3	Failure of at least six (06) of the nine key criteria;
4	Lack of a piece of the financial offer to the documents required in the RPAO;
5	Absence of a quantified unit price.

### 13.2 Essential Criteria

The evaluation of the technical bid shall be based on the essential criteria presented bellow:

- General references of the enterprise,
- References of the enterprise in construction or renovation of infrastructure;
- Qualifications of the staff assigned to the project (work supervisor and head of construction);
- Equipment company;
- Visit report with photos;
- Planning and execution time of work;
- Special technical clauses (CCTP) initialed on each page and Signed the last page;
- Special administrative clauses (CCAP) completed, initialed on each page and Signed the last page.

NB: Only offer who will satisfy at least six (06) of the nine key criteria will be retained for the assessment of their financial documents.

## 14. Award criterion

**The contract will be awarded to the tenderer who meets 100% of qualifying criteria and whose offer has been lowest evaluated.**

## 15. Validity of offers

Bids shall be valid for a period of **90 (ninety) days**, with effect from the date of submission of tenders.

**16. Complementary information:** Further information may be obtained at the Department of Financial and Material Resources, Service of public contracts, room 117.

Yaounde, the 22 august 2016  
The contracting authority  
(Minister of Basic Education)

**Avis d'appel d'offres national ouvert N° 008/AONO/MINEDUB /CMPM/EXERCICE 2016 du 22/08/2016 pour les travaux de réhabilitation de l'école publique Bénoué groupes I & II, arrondissement de Garoua II, département de la Bénoué, région du nord.**

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public exercice 2016, le Ministre de l'Education de Base (Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante) lance pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation de l'école publique Bénoué groupes I & II dans le département de la Bénoué, région du Nord.

**2. Consistance des prestations**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent en:

- **EP BENOUE Groupe I** : Réhabilitation du bureau du directeur et des classes SIL A, B et C ; CPA, B et C ; CE2 A, B et C, CM1 A, B et C ;
- **EP BENOUE Groupe II** : Réhabilitation du bureau du directeur et des classes SIL A, B et C ; CPA, B et C ; CE2 A, B et C, CM1 A, B et C ;

**3. Délai d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

**4. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel desdites prestations se chiffre à hauteur de **35 447 468 (trente cinq millions quatre cent quarante sept mille quatre cent soixante huit) francs CFA TTC.**

**5. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises installées sur le territoire national.

**6. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2016 sur la ligne n° **50 15 197 01 340020 2232.**

**7. Cautionnement provisoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **700 000 (sept cent mille) FCFA** établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances (voir la liste à la pièce 11 du DAO) ; cette caution devra être valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

**8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Porte 117, dès publication du présent avis.

**9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être obtenu au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Porte 117 dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **50 000 (cinquante mille) CFA** payable au Trésor Public et représentant les frais d'acquisition du DAO.

**10. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, porte 117, au plus tard le **27/09/2016 à 13 heures**, heure locale et devra porter la mention :

« Avis d'appel d'offres national ouvert N°008/AONO/MINEDUB/CMPM/2016 du 22/08/2016 pour les travaux de réhabilitation de l'école publique Bénoué groupes I et II, arrondissement de Garoua II, département de la Bénoué, Région du nord.

**Nb : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement»**

### 11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, toutes les pièces du dossier administratif doivent être impérativement produites en originales ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète au regard des prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, sera déclarée irrecevable et entraînera le rejet de l'offre.

### 12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps le **27/09/2016, à 14 heures**, heure locale par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés auprès du MINEDUB, porte 618 siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

### 13. Critères d'évaluation

L'évaluation se fera d'abord selon les critères dits éliminatoires, puis selon les critères dits essentiels par le système binaire.

#### 13-1.- Critères éliminatoires

Le système d'évaluation des critères éliminatoires portera sur les points suivants :

N°	Désignation du critère
1	Absence d'une pièce du dossier administratif ;
2	Présence d'une fausse déclaration ou d'une pièce falsifiée;
3	Non respect d'au moins 06 (six) des 09 (neuf) critères essentiels ;
4	Absence d'une pièce de l'offre financière au regard des documents requis dans le RPAO ;
5	Absence d'un prix unitaire quantifié.

#### 13.2. Critères essentiels :

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères essentiels résumés ci-après :

- Références générales de l'entreprise ;
- Références de l'entreprise dans la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures ;
- Qualité du personnel (le conducteur des travaux et le chef chantier) ;
- Matériels de l'entreprise ;
- Rapport de visite de site avec photos ;
- Planning et délai d'exécution des travaux ;
- Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page.

**NB** : seules les offres ayant satisfait à au moins 06 (six) des 09 (neuf) critères essentiels seront admises à l'évaluation financière.

**14. Critère d'attribution**

La lettre commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante.

**15. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de **90 (quatre-vingt-dix) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

**16. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Porte 117.

*Yaoundé, le 22 août 2016*

*L'Autorité Contractante  
(Ministre de l'éducation De Base)*

# Matériels Informatiques

## IRGM

### Avis a consultation

**Consultation N° 002/DC/MINRESI/IRGM/CMPM/2016 du 31 Août 2016 pour la fourniture et l'installation du matériel informatique à l'Institut de Recherches Géologiques et Minières**

#### 1. Objet

Le Directeur de l'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM) lance une consultation pour la fourniture et l'installation du matériel informatique, sur financement du Budget d'Investissement Public de l'IRGM.

#### 2. Prestations

Les fournitures objet de la présente consultation sont définies dans les spécifications techniques annexées au dossier de consultation.

#### 3. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à égalité des conditions à toutes les entreprises locales, juridiquement et financièrement autonomes installées au Cameroun et ayant une expérience avérée dans le domaine concerné.

#### 4. Financement

Les fournitures, objet de la présente consultation, sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'IRGM de l'exercice 2016. Imputation : 50010010273-01-739900-22 23 10.

#### 5. Allotissement

Les prestations, objet du présent avis de consultation, sont constituées d'un seul lot.

#### 6. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est d'un montant de Dix Millions (10 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

#### 7. Consultation et retrait du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés, BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou au Secrétariat des marchés de l'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM) sis face BEAC Elig Essono, B.P. : 4110 – Nlongkak Yaoundé, Tél : (237) 222 22 24 30, Fax (237) 222 22 24 31, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA dans le Compte Spécial d'Affectation (CAS –ARMP) ouvert dans les agences BICEC.

#### 8. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un original marqué comme tel et six (06) copies, devra parvenir au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, au plus tard le 20 Septembre 2016 à 13 heures et devra porter la mention :

*« Consultation N° 002/DC/MINRESI/IRGM/CMPM/2016 du 31 août 2016  
Pour la fourniture et l'installation du matériel informatique à l'Institut de Recherches Géologiques et Minières.*

*A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

#### 9. Délai de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de soixante (60) jours, à compter de la date de l'ouverture des offres.

#### **10. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en une fois le 20 septembre 2016 à 14 heures par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINRESI dans sa salle de réunion sise à Yaoundé Ngoa-Ekele.

Seuls les soumissionnaires dont les offres sont régulièrement enregistrées ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

#### **11. Délai de livraison**

Le délai de livraison est fixé à un maximum de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la prestation.

#### **12. Recevabilité des offres**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances.

La caution est valable pendant cent vingt (120) jours au-delà de la date de dépôt des offres.

#### **13. Analyse et attribution du marché**

L'évaluation des offres se fera en trois étapes :

Première étape : vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire ;

Deuxième étape : évaluation technique des offres administrativement conformes ;

Troisième étape : vérification des offres financières des Soumissionnaires dont les offres ont été reconnues techniquement et administrativement conformes.

#### **14. Mode d'attribution**

A l'issue de l'analyse financière, le soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux prescriptions du descriptif technique et qui présente l'offre de prix la moins disante sera retenu.

#### **Principaux critères éliminatoires**

Les principaux critères éliminatoires sont :

- Absence de la caution de soumission ;
- Fausses déclarations ou des pièces falsifiées ;
- Non-conformité aux spécifications technique majeures de la fourniture ;
- Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;

#### **15. Conformité des offres**

Toute offre non-conforme aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable.

#### **16. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés, BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou au Secrétariat des marchés de l'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM) sis face BEAC Elig Essono, B.P. : 4110 – Nlongkak Yaoundé, Tél : (237) 222 22 24 30, Fax (237) 222 22 24 31

*Yaoundé, le 26 Août 2016  
Le maitre d'Ouvrage*

#### **Consultation notice**

**Consultation n° 002/DC/MINRESI/IRGM/CMPM/2016 of 31 August 2016 for the provision and installation of computer equipment in the Institute for Geological and Mining Research**

#### **Subject**

The Director of the Institute for Geological and Mining Research (IRGM) launches a Consultation Notice for the provision and installation of computer equipment upon financing of the Public Investment Budget of the said Institute.

### **Nature of Services**

The services subject to this consultation notice are explained in the technical specifications appended to the consultation file.

### **Participation and Origin:**

Participation to this consultation is opened on equal conditions to companies constituted under Cameroonian law with proven competences and expertise in this specific domain.

### **Funding**

Services which form the subject of this consultation shall be financed by the Public Investment Budget of IRGM, Exercise 2016, Budgetary code: 50010010273-01-739900-22 23 10.

### **Allotment**

The services subject to this consultation notice are in a single lot

### **Estimated Cost**

The estimated cost stand at CFAF 10 000 000 (Ten millions francs) taxes incluses.

### **Consultation and acquisition of the request for quotation**

The file may be obtained from the Contracts Service of the Department of General Affairs in MINRESI P.O Box 1457, Tel: 222 23 24 42 or at the Contracts Service of the Institute of Geological and Mining Research opposite BEAC Elig-Essono, P.O Box 4110 Nlongkak-Yaoundé, Tél: (237) 22 22 24 30, fax (2037) 22 22 24 31 as from the publication of this notice against payment of a non- refundable sum of Twenty thousands (20 000) CFAF payable to the CAS-ARMP special account open in all branches of BICEC.

### **Submission of Offers**

Each tender, drafted in French or in English shall be produced in seven (07) copies of which one (01) original and six (06) copies marked as such should be forwarded to the Contracts Service of the Department of General Affairs in the Ministry of Scientific Research and Innovation, P.O Box 1457 Yaoundé, Phone: 222 23 24 42, latest on 20<sup>th</sup> September 2016 at 13 o'clock. They should be labeled as follows:

*“Consultation n° 002/DC/MINRESI/IRGM/CMPM/2016 of 31 August 2016 for the provision and installation of computer equipment in the Institute for Geological and Mining Research*

*To be opened during the bid opening session”*

### **Validity of Offers**

Bidders remain committed to their tenders for a period of sixty (60) days with effect from the date of opening of bids.

### **Opening of Bids**

The bids shall be opened in one phase on 20<sup>th</sup> september 2016 at 14 o'clock by the MINRESI Ministerial Contracts Award Commission in the Conference Hall of the Ministry of Scientific Research and Innovation at Ngoa Ekele. Only bidders or their duly designated and well informed representatives shall attend the opening session

### **Delivery Deadline**

The maximum time limit provided to supply the services is thirty (30) days as from the notification order to commence work.

### **Admissibility of Bids**

Each bidder shall include in their administrative documents a deposit of Two Hundred Thousands (200 000) CFAF issued by a first banking institution approved by the Ministry of Finance. The deposit remains valid during (120) days after the date of submission of the bid.

### **Award of Contract**

The evaluation of bids shall be done in three (03) phases:

Phase1: verification of the administrative file in conformity of each bidder

Phase 2: technical evaluation administrative bids in conformity

Phase 3: verification of financial bids which are technically and administratively in conformity.

**Method of Award:**

The contract shall be awarded to the bidder whose qualified technical offer will be financially evaluated as the lowest price.

**Conformity of bids**

Any bid not in conformity with the requirements of the consultation file will be rejected

**Additional Information**

Additional information may be obtained from the Contracts Service of IRGM.

*Yaoundé, the 26 Août 2016  
Contracting Authority*

# Maîtrise d'œuvre et Contrôle

## MINFI

**Avis de sollicitation de manifestation d'intérêt N° 000020/ASMI/MINFI/SG/DRF/SDBM/SM/CC2 du 22 Août 2016 pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'immeuble "B" du CENADI**

**Financement : Budget MINFI 2016 et suivants**

### 1– Objet

Dans la perspective de garantir une bonne exécution des projets du Ministère des Finances dans le plan d'actions 2016 et suivant, le Ministre de Finances, Maître d'Ouvrage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt à l'intention des Bureaux d'Etudes Techniques désirant participer à la pré-qualification pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'immeuble "B" du CENADI pour l'exercice 2016 et suivants.

L'immeuble à construire est un bâtiment de trois (03) niveaux (SS+RDC+1) à usage de bureaux essentiellement. Les prestations à exécuter sont dans les termes des références.

### 2– Participation

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux Cabinets ou Bureaux d'Etudes Techniques au Cameroun ayant une expérience avérée dans le domaine de la maîtrise d'œuvre des Bâtiments, Voiries et Réseaux Divers (VRD), aménagement etc.

### 3– Composition du Dossier de Candidature

Les Cabinets ou Bureaux d'Etudes Techniques intéressés par cet appel à Manifestation d'Intérêt, devront fournir les pièces ci-après, présentées en un seul volume :

#### 3.1 : Première partie (Pièces administratives)

Les pièces administratives requises et listées ci-dessous devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou en photocopies légalisées datant de moins de trois

(03) mois :

- déclaration de Manifestation d'Intérêt du prestataire faisant apparaître, la raison sociale, l'adresse du Siège Social et les pouvoirs délégués au signataire ;
- une attestation de non faillite de l'entreprise délivrée par le tribunal de première instance (ou par la chambre de commerce et d'industrie) du lieu de résidence du soumissionnaire ;**
- une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ou d'un Responsable datant de moins de trois mois, certifiant que l'entreprise satisfait à ses obligations vis – à vis de ladite caisse ;**
- une attestation de non redevance de l'entreprise délivrée par le comptable assignataire ;**
- une copie certifiée de la patente de l'exercice en cours;**
- Une carte de contribuable ;**
- une copie certifiée de la patente de registre de commerces;**
- une attestation et plan de localisation certifiée de l'exercice en cours;
- certificat de non-exclusion des Marchés Publics délivré par L'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

#### 3.2 : Deuxième partie (Dossier Technique)

Le dossier technique devra comprendre :

- la présentation générale du Cabinet/Bureau d'Etude Technique ainsi que les domaines d'actions et d'intervention ;
- les références du Cabinet/Bureau d'Etude Technique pour les prestations similaires au cours des trois dernières années (nom du client, objet et montant de la prestation, copies de premiers et derniers pages des marches avec

PV de réception);

- la composition du personnel du Cabinet/Bureau d'Etude Technique et la liste de l'équipe appelée à mener la prestation envisagée ;
- la liste des moyens logistiques et informatiques de l'entreprise ;

### 3.2.1 : Présentation de l'équipe appelée à mener la prestation exigée

La liste du personnel de l'équipe comprendra :

- Le curriculum vitae daté et signé de chaque personnel ;
- La copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé ;
- L'attestation à l'inscription aux différents ordres ;
- Les affectations proposées pour chaque personnel.

### 3.2.2 : Moyens matériels et logiciels

Le candidat fournira la liste des moyens matériels dont il dispose, notamment :

- La liste du matériel informatique et bureautique ;
- La liste des moyens logistiques (véhicules, téléphones, fax...)
- Tout autre matériel jugé nécessaire pour la réalisation des prestations.

**Note méthodologique** portant sur une analyse des prestations et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en œuvre pour la réalisation des prestations (organigramme, planning, etc.)

*NB : fournir les factures d'acquisition pour les matériels et les cartes grises légalisées pour les véhicules.*

## 4- Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées suivants les critères ci-après :

### 4.1. Critères éliminatoires

Dossier administratif et technique non conformes aux prescriptions du présent AMI

- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Note Technique inférieure à 75 points sur 100 ;
- Ingénieur (Chef de mission) non inscrit à l'Ordre.

### 4.2. Critères essentiels

- Présentation du Cabinet/BET ainsi que son domaine de compétence : 10 points ;
- Références du Cabinet/BET en prestations similaires : 20 points ;
- Qualification et expérience du personnel clé : 50 points ;
- Moyens matériels : 15 points ;
- Présentation du Dossier d'Appel manifestation d'intérêt : 05 points (Sommaire, ordre de présentation des pièces, intercalaires etc.).

Seuls les candidats ayant totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à 75 points sur 100 seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres National Restreint qui sera lancé ultérieurement.

## 5- Dépôt des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en quatre (04) exemplaires dont l'original et trois (03) copies marqués comme tels devra parvenir au Service des Marchés (porte 325), ancien bâtiment A du Ministère des Finances au plus tard le **21/09/2016 à 12 heures**, heure locale avec la mention :

« Avis de sollicitation de manifestation d'intérêt N° 000020/ASMI/MINFI/SG/DRF/SDBM/SM/CC2 du 22 Août 2016 pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction de l'immeuble "B" DU CENADI

*Financement : Budget MINFI 2016 et suivants*

*A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

*NB : Tout dossier comportant de fausses déclarations sera purement et simplement rejeté.*

#### **6- Publication des résultats**

L'Avis d'Appel d'Offres Restreint qui sera lancé ultérieurement tiendra lieu de résultat de pré qualification.

#### **7- Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires au présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus auprès du Service des Marchés, Porte 325, ancien Bâtiment « A » du MINFI dès publication du présent Appel à Manifestation d'Intérêt par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du MINFI.

*Pour le ministre des finances  
Le Secrétaire Général  
EDOA Gilbert Didier*

# Autres Services et Prestations Intellectuelles

## MINEDUB

### OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°007/ONIT/MINEDUB/CMPM/2016 OF 22/08/2016 FOR THE NATIONAL CONDUCT AND EVALUATION OF THE COLLECTION OF SCHOOL DATA.

#### 1. Subject of the invitation to tender

The Minister of Basic Education hereby announces an Open National Invitation to Tender for the national conduct and evaluation of the collection of school data.

#### 2. Consistency of the consultation Services

The purpose of this invitation to tender includes to:

- Develop the methodology for collecting data in the field to submit to the contracting authority;
- Assure animation launch seminars in data collection campaign in the region capitals;
- Prepare training materials and a methodological guide for the collection agent;
- Route collection tools (central services) within ten administrative centers of the regions where awareness campaigns are unfolding;
- Ensure alongside local administrative officials, the tasks of supervision of collection operations on the ground in the regions and departements;
- Preparing materials and supervision and monitoring tools for field survey;
- Write under the coordination of technical coordinator who is the regional service manager in charge of the school map the general report collection campaign in regions.

#### 3. Execution deadline

The maximum deadline for the execution provided for by the Contracting Authority shall be **Thirty five (35) Day** with effect from the date of notification of the service order.

#### 4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands is **30 000 000 (Thirty million) FCFA TTC**.

#### 5. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is is opened to all companies and enterprises operating in Cameroon.

#### 6. Financing

The building works, object of this Open National Invitation to Tender, will be financed by the Public Investment Budget (PIB) 2016; Budget Head N°**50 15 198 18 340050 2027**

#### 7. Provisional bid bond

Subject to rejection, each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond issued by a first class-bank approved by the Ministry in charge of Finance and listed in document 12 of the tender file, amounting to **600 000 (Six hundred thousand) FCFA** and valid for thirty days beyond the original date of bid validity.

#### 8. Consultation of tender file

Tender documents (dossier) may be consulted at the Ministry of Basic Education, Department of Financial and Material Resources, Service of construction contracts, Room 117 from publication of this National Invitation to Tender.

#### 9. Acquisition of tender file

Tender documents (dossier) may be obtained at the following address: Ministry of Basic Education, Department of Financial and Material Resources, Service of construction contracts, Room 117 upon presentation of a payment receipt of **50 000 (fifty thousand) CFA francs** payable at the Public Treasury representing the DAO acquisition costs.

#### 10. Submission of offers

Each bid, written in French or in English, should be presented in 07 (Seven) copies (01 original and 06 duplicate). It should reach the Department of Financial and Material Resources; Service of construction contracts (MINEDUB), Door 117 latest **27/09/2016 at 13 noon**, local time and should be labelled:

*OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERN° 007 /ONIT/MINEDUB/CMPM/2016 OF 22/08/2016 FOR THE NATIONAL CONDUCT AND EVALUATION OF THE COLLECTION OF SCHOOL DATA.*

**NB: to be opened only at the official session of the tenders board"**

**11. Admissibility of offers.**

Under pain of rejection, the administrative documents required, must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must not be older than three preceding the original date of submission of bids (3) months or must not have been established after the signing of the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

**12. Opening of bids**

The bids shall be opened in two phases. The administrative file and the technical offer shall be opened first followed by the opening of the financial offers of bidders who obtained the minimum required technical score. Administrative and technical bids shall be opened on the **27/09/2016 at 2 p.m.**, local time, in the Room 618, blocks A of the Ministry of Basic Education by members of MINEDUB Tenders Board, and in the presence of the bidders or their duly authorised representatives with a perfect knowledge of the file. The opening financial offers shall take place at the end of technical evaluation and shall concern only bidders who must have obtained the minimum score 70/100 of points.

**13. Evaluation criteria**

**\*. Eliminary Criteria**

Evaluation of eliminary criteria will be binary (Yes/No) and based on the following criteria:

- Absence of a part of the administrative document;
- Absence or non-conformity of a part of the financial record;
- Presence of forged or false documents in the Office application.
- Presence of the financial information in the technical offer
- Technical Note below 70 pts / 100

**\*. Essential Criteria**

Technical evaluation shall be done by marking the following sets of criteria:

- Contractor's references in similar projects: **15 Marks**;
- Experience of the head of mission and the experts: **65 Marks**;
- Methodology: **15 Marks**;
- Planning: **05 Marks**;

**14. Selection method of consultant**

The consultant will be chosen by the selection method of the best bid (quality-cost) according to the procedures described in this DAO.

**15. Award**

**The contract will be awarded to the tenderer who meets 100% of qualifying criteria and whose offer has been evaluated the best bidder following combination 70%NT+30%NF where NT is technical note and NF financial note.**

**16. Validity of offers**

Bids shall be valid for a period of **90 (ninety) days**, with effect from the date of submission of tenders.

**17. Complementary information:** Further information may be obtained at the Department of Financial and Material Resources, Service of construction contracts, room 117 of the Ministry of Basic Education.

Yaounde, the 22/08/2016

*THE CONTRACTING AUTHORITY (Minister of Basic Education)*

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/MINEDUB /CMPM/EXERCICE 2016 DU 22/08/2016  
POUR LA CONDUITE ET EVALUATION NATIONALE DE LA COLLECTE DES DONNEES SCOLAIRES.**

**Financement : BIP 2016**

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public exercice 2016, le Ministre de l'Education de Base lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la conduite et évaluation nationales de la collecte des données scolaires.

**2. Consistance des prestations**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent à :

- Elaborer la méthodologie de collecte des données sur le terrain à soumettre au Maître d'ouvrage pour validation ;
- Assurer l'animation des séminaires de lancement de la campagne de collecte des données dans les chefs-lieux de région ;
- Confectionner le matériel de formation et un guide méthodologique pour l'agent de collecte ;
- Acheminer les outils de collecte (services centraux) dans les dix chefs lieux des régions où se dérouleront les campagnes de sensibilisation ;
- Assurer aux côtés des responsables administratifs locaux, les tâches de supervision des opérations de collecte sur le terrain dans les régions et les départements ;
- Préparer le matériel et les outils de supervision et de suivi des enquêtes sur le terrain ;
- Rédiger sous la coordination du coordinateur technique régional qui est le Chef de service régional en charge de la carte scolaire le rapport général de campagne de collecte dans les régions.

**3. Délais d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de 35 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer l'exécution les prestations.

**4. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **30 000 000 (Trente millions) FCFA TTC.**

**5. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises installées sur le territoire national.

**6. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2016 sur la ligne d'imputation budgétaire n° **50 15 198 18 340050 2027**

**7. Cautionnement provisoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **600 000 (six cent mille) FCFA** établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances (voir la liste à la pièce 11 du DAO), cette caution devra être valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

**8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Porte 117 dès publication du présent avis.

**09. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être obtenu au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Porte 117 dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **50 000 (Cinquante mille francs) CFA** payable au Trésor Public et représentant les frais d'acquisition du DAO.

**10. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, porte 117, au plus tard le **27/09/2016 à 13 heures**, heure locale et devra porter la mention :

*« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/MINEDUB/CMPM/2016 DU 22/08/2016 POUR LA CONDUITE  
ET EVALUATION NATIONALE DE LA COLLECTE DES DONNEES SCOLAIRES.*

*A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»*

### 11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, toutes les pièces du dossier administratif doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances entraînera le rejet de l'offre.

### 12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **27/09/2016, à 14 heures**, heure locale par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés auprès du MINEDUB siégeant en présence des soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70/100 des points.

### 13. Critères d'évaluation

L'évaluation, à deux volets, sera basée sur les principaux critères suivants :

#### \*. Critères éliminatoires

Le système d'évaluation des critères éliminatoires sera binaire et portera sur les points suivants :

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Absence d'une pièce du dossier financier ;
- Présence de documents falsifiés ou de faux documents dans le dossier de candidature du Cabinet.
- Note technique inférieure à 70 pts/100

#### \*. Critères essentiels

L'évaluation technique se fera par notation sur la base des critères essentiels regroupés par rubriques ainsi qu'il suit :

- Référence de l'entreprise dans le domaine du recensement scolaire : **15 Pts**
- Expérience du chef de mission et des Experts: **65 Pts** ;
- méthodologie d'exécution des prestations : **15 Pts** ;
- planning d'exécution des prestations : **05 Pts** ;

*N.B. : seules les offres jugées techniquement acceptables seront retenues pour l'évaluation financière.*

### 14. Méthode de sélection du consultant

Le Bureau d'Etudes sera choisi par la méthode de sélection du mieux-disant (qualité-coût), conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

### 15. Attribution

La lettre commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la mieux disante suivant la combinaison 70%NT+30%NF où NT est la note technique et NF la note financière.

### 16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de **90 (quatre-vingt-dix) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Bât. A, Porte 117, BP1600 Yaoundé, téléphone 222 22 28 15, fax 222 22 19 46.

Yaoundé, le 22/08/2016

L'Autorité Contractante (MINISTRE DE L'EDUCATION DE BASE)

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER**  
**N° 006 /ONIT/MINEDUB/2016 OF 22/08/2016**  
**FOR THE ACHIEVEMENT OF EVOLUTIVE MAINTENANCES OF GESPRO APPLICATION.**

**Financing: Public Investment Budget (PIB) 2016**

**LINE: 50 15 198 19 340050 2022**

**1. Subject of the invitation to tender**

As part of the implementation of its Public Investment Budget (PIB) 2016 fiscal year, the Minister of Basic Education (Contracting Authority) launches on behalf of his ministry department, a Opened National Invitation to Tender for achieving evolutionary maintenance of GESPRO application.

**2. Nature of services and main activities**

**2.1 Nature of services**

Benefits, the subject of this tender are to integrate the application in operation since 2015 developed new modules. The new application must fulfill the major features so that the major orientations of the framework are broken down as follows:

- Improvement of existing modules;
- Integration of permanent monitoring module of the execution of projects programmed during a budget year;
- Integration of photographic visualization module of school buildings;
- Integration of the project monitoring unit during the budget year.

**2.2. The main activities:**

- Update existing modules;
- Develop a visualization module of different statistics;
- Develop the photographic visualization module of school buildings;
- Develop project monitoring module

All this must be conform to the specifications to be developed by the company and approved by the project owner.

**3. Completion Time**

The maximum period provided by the Client for the realization of benefits subject of this tender is **45 (forty five) days**.

**4. Estimated cost**

The estimated cost of the operation at the end of previous studies is **10,000,000 (ten million) CFA francs**.

**5. Participation and origin**

Participation in this tender is open to companies based on the national territory.

**6. Financing**

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of the Basic Education, Financial year 2016; Budget line: **50 15 198 19 340050 2022**

**7. Bid bond**

Under risk of being rejected, each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 10 of the Tender File, amounting to **200,000 (two hundred thousand) in FCFA** and valid for thirty (30) days beyond the original date of bid validity.

**8. Consultation of Tender File**

The file may be consulted during working hours at MINEDUB, Financial and Material Resources Department Sub-Directorate of Budget, Service of Public Contracts, door 117 upon publication of this notice.

**9. Acquisition of Tender File**

The file can be obtained in MINEDUB, Financial and Material Resources Department Sub-Directorate of Budget, Service of Public Contracts, door 117, upon publication of this notice, against payment of a non refundable fee of 20,000 (twenty thousand ) CFA francs payable to the public treasury.

**10. Submission of bids**

Each offer drafted in English or French in seven (07) copies including the original and six (06) copies labelled as such, should reach the MINEDUB, Financial and Material Resources Department Sub-Directorate of Budget, Service of Public Contracts, door 117, **before 22/09/2016 at 13 hours** and should be marked:

“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 006 /ONIT/MINEDUB/2016 OF 22/08/2016 FOR THE ACHIEVEMENT OF EVOLUTIVE MAINTENANCES  
OF GESPRO APPLICATION  
Note to be opened in counting session”

### 11. Admissibility of offers.

Subject to being rejected, the administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

These documents must not be older than 03 (three) months preceding the date of submission of bids.

In accordance with the prescriptions of this notice and tender file, any incomplete offer in shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

### 12. Opening of Bids:

The opening of bids will be done in two stages:

The opening of the administrative and technical offers will take place on 27/09/2016 at 14 am local time at the Ministry of Basic Education in room 618 by the Ministerial Committee of Procurement sitting in the presence of bidders or their authorized representatives and having a perfect knowledge of the case.

The financial bids will take place at the end of the technical analysis and will apply only bidders who have obtained the minimum score of 70/100 points.

### 13. Evaluation criteria

Evaluation, Shut, will be based on the following main criteria

#### 1.1 Eliminator Criteria

- Absence of an administrative document;
- Misrepresentation, or falsification of administrative documents
- Presence of financial information in the technical offer;
- Absence of a piece of financial record;
- Technical Note below 70pts / 100.

#### 1.2 Essential criteria

##### - **Company profile (18 marks)**

- *The Company's presentation note:* 05 marks
- *CV of the Principal:* 05 marks
- *Two (02) Company References similar benefits in the past five (05) years*
- *(Copies of the 1st and last pages of contracts, receiving copies of PV or completion certificate): (2pts x 2) x 2* 08 marks

##### - **Profile of key personnel (50 marks)**

##### - **Head of Mission, Computer Engineer (BAC+5) (14 marks.)**

- *CV* 02 marks.
- *Commitment letter dated and signed* 01 mark
- *Certified copy of the diploma* 05 marks
- *presentation of the original certificate of graduation* 05 marks
- *Work contract or availability Certificate* 01 mark.

##### - **Two (02) Web development experts and Network, an engineering profile in computer work (BAC+3) at a minimum: (18 marks)**

- *CV* 01 mark x2

- Commitment letter dated and signed 01 mark x2
- Certified copy of the diploma 03 marks x2
- presentation of the original certificate of graduation 03 marks x2
- Work contract or availability Certificate 01 mark x2

**- Development expert data bases: computer engineer works (BAC+3) (09 marks)**

- CV 01 mark
- Commitment letter dated and signed 01 mark
- Certified copy of the diploma 03 marks
- presentation of the original certificate of graduation 03 marks
- Work contract or Certificate of availability 01 mark.

**- Expert in Project Management computer engineer works (09 pts.)**

- CV 01 mark
- Commitment letter dated and signed 01 mark
- Certified copy of the diploma 03 marks
- presentation of the original certificate of graduation 03 marks
- Work contract or Certificate of availability 01 mark.

**Other local personnel (Give the copies of diploma) 2pts x 6 = 12 marks**

**- Methodology (15 marks)**

- Very good: 15 marks
- Good: 12 marks
- Acceptable: 08 marks
- Bad 05 marks
- Absent: 00 mark

**- Planning (05 marks)**

- Coherent : 05 marks
- Not enough coherent 03 marks
- Absent : 00mark

**TOTAL: 100 marks**

*NB: At the end of the technical evaluation, only the bidders whose offers have tech lunches got a score of 70 points out of 100 will be charged for opening and analyzing financial offers.*

**14. Selection Method of Consultant**

The Consultant will be selected by the selection method of the best bidder (quality-cost) according to the procedures described in this Tender File

**15. Award**

The contract will be assigned to the candidate who meets 100% of qualifying criteria and whose offer has been evaluated the best bid.

**16. Tenders Validity**

Bidders shall remain committed to their offers for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

**17. Complementary information**

Complementary information may be obtained during working hours at MINEDUB, Financial and Material Resources Department, door 117, P.O Box 1600 Yaoundé, phone 222 22 28 15, and fax 222 22 19 46.

Yaoundé, 22/08/2016

**THE CONTRACTING AUTHORITY**

*(Minister of Basic Education)*

*Mme YOUSSOUF née HADIDJA ALIM*

**Avis d'appel d'offres national ouvert**  
**N° 006 /AONO/MINEDUB/CMPM/2016 DU 22/08/2016**  
**Pour la réalisation des maintenances évolutives de l'application GESPRO**  
**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) 2016**  
**IMPUTATION : 50 15 198 19 340050 2022**

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Publics (BIP) exercice 2016, le Ministre de l'Education de Base (Maitre d'Ouvrage et Autorité Contractante), lance pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des maintenances évolutives de l'application GESPRO.

**2. Consistance des prestations et principales activités :**

**2.1. Consistance des prestations**

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent à intégrer dans l'application en exploitation depuis 2015, les nouveaux modules développés. La nouvelle application devra remplir les fonctionnalités majeures de manière à ce que les orientations majeures envisagées dans ce cadre soient déclinées ainsi qu'il suit :

- Amélioration des modules existants ;
- Intégration du module de suivi permanent de l'exécution de projets programmés au cours d'un exercice budgétaire ;
- Intégration du module de visualisation photographique des constructions scolaires ;
- Intégration du module de suivi des projets au cours de l'exercice budgétaire.

**2.2. Les principales activités :**

- Mettre à jour les modules déjà existants ;
- Développer le module de visualisation des différentes statistiques ;
- Développer le module de visualisation photographique des constructions scolaires ;
- Développer le module de suivi des projets.

Tout cela devra être conforme au cahier des charges qui sera élaboré par le Consultant et validé par le Maitre d'Ouvrage.

**3. Délais d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **45 (quarante-cinq) jours**.

**4. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **10 000 000 (dix millions) de francs CFA**.

**5. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Consultants basés sur l'étendue du territoire national.

**6. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) 2016 du Ministère de l'Education de Base, sur la ligne d'imputation budgétaire N° **50 15 198 19 340050 2022**.

**7. Cautionnement provisoire**

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO, d'un montant de **200 000 (deux cent mille)** en FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

**8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget Service des Marchés Publics, Porte 117 dès publication du présent avis.

**9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être obtenu au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, Porte 117, dès publication du présent Avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **20 000 (vingt mille) Francs CFA** au trésor public, représentant les frais d'acquisition du Dossier d'Appels d'Offres.

## 10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Éducation de Base, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, porte 117, au plus tard **le 27/09/2016 à 13 heures** et devra porter la mention :

*« Avis d'appel d'offres national ouvert  
N° 006 /AONO/MINEDUB/CMPM/2016 DU 22/08/2016  
Pour la réalisation des maintenances évolutives de l'application GESPRO*

*NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

## 11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, toutes les pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

## 12. Ouverture des plis :

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

L'ouverture des offres administratives et techniques sera effectuée **le 27/09/2016 à 14 heures**, heure locale, dans la salle 618 du Ministère de l'Éducation de Base, par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70 points sur 100.

## 13. Critères d'évaluation :

Les critères d'évaluation sont constitués de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

### A. Critères éliminatoires

- Absence d'une pièce du Dossier Administratif ;
- Présence de documents falsifiés ou de faux documents dans le dossier de soumission,
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Absence d'une pièce du Dossier Financier ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

### B. Critères essentiels :

#### - Profil du Consultant (18 pts)

- Note de présentation du Consultant : 05pts
- CV du principal responsable : 05 pts
- Deux (02) Références du Consultant dans les prestations similaires au cours des cinq (05) dernières années (Copies des 1<sup>ère</sup> et dernière pages des contrats, copies des PV de réception ou attestation de bonne fin): [(2pts x 2) x 2] 08 pts

#### - Profil du personnel clé (50 pts)

#### - Chef de mission, Diplôme d'Ingénieur Informaticien : Bac+5 (14 pts)

- CV daté et signé 02 pts
- Lettre d'engagement datée et dûment signée 01 pt
- Copie certifiée conforme du diplôme 05 pts
- Attestation de présentation de l'original du diplôme 05 pts
- Contrat de travail ou Attestation de disponibilité 01 pt

#### - Deux (02) experts en développement Web et Réseau, profil d'Ingénieur en Travaux Informatiques (Bac+3) au minimum : (18 pts)

- CV daté et signé 01 pt x2
- Lettre d'engagement datée et dûment signée 01 pt x2

- Copie certifiée conforme du diplôme 03 pts x2
- Attestation de présentation de l'original du diplôme 03 pts x2
- Contrat de travail ou Attestation de disponibilité 01 pt x2
  
- **Expert en développement des bases de données : Ingénieur en Travaux Informatiques (Bac+3) au minimum (09 pts).**
- CV daté et signé 01 pt
- Lettre d'engagement datée et dûment signée 01 pt
- Copie certifiée conforme du diplôme 03 pts
- Attestation de présentation de l'original du diplôme 03 pts
- Contrat de travail ou Attestation de disponibilité 01 pt
  
- **Expert en gestion de projet (09 pts)**
- CV daté et signé 01 pt
- Lettre d'engagement datée et dûment signée 01 pt
- Copie certifiée conforme du diplôme 03 pts
- Attestation de présentation de l'original du diplôme 03 pts
- Contrat de travail ou Attestation de disponibilité 01 pt
  
- **Autres personnels locaux de soutien : fournir photocopie du diplôme minimum BAC (2pts x 6 = 12 pts)**
  
- **Méthodologie et plan de travail (15 pts)**
- Très bonne 15 pts
- Assez bonne : 12 pts
- Acceptable : 08 pts
- Mauvaise : 05 pts
- Absence 0 pt
  
- **Planning ou calendrier des activités (programme de travail) (05pts)**
- Cohérent : 05 pts
- Peu cohérent 03 pts
- Absent : 0 pt
  
- TOTAL : 100 pts**

*NB : A l'issue de l'évaluation technique, seuls les soumissionnaires dont les offres techniques auront obtenu une note d'au moins 70 points sur 100 seront retenus pour l'ouverture et l'analyse des offres financières.*

#### **14. Méthode de sélection du Consultant**

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection du mieux-disant (qualité-coût), conformément aux procédures décrites dans le DAO.

#### **15. Attribution**

La Lettre Commande sera attribuée au candidat qui aura satisfait à 100% des critères éliminatoires et dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante.

#### **16. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **17. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au MINEDUB, Direction des Ressources Financières et Matérielles Sous-Direction du Budget, Bât. A, Porte 117, BP1600 Yaoundé, téléphone 222 22 28 15, fax 222 22 19 46.

Yaoundé le : 22/08/2016

**LE MAITRE D'OUVRAGE**  
(Ministre de L'Education de Base)  
Mme YOUSSEUF née HADIDJA ALIM

# MINHDU

**Avis de Sollicitation A Manifestation d'intérêt  
N°0002364/ASMI/MINHDU/2016 du 26 Aout 2016**

**pour l'élaboration de documents de planification urbaine et la réalisation d'études techniques d'aménagement des communes de messamena et Lomie (lot 1), Meyomessala et Meyomessi (lot 2) dans le cadre du programme d'aménagement et de développement intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière Adjacente(PADI/DJA).**

**AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2016.**

## **I. Contexte**

Le Gouvernement camerounais a engagé le grand projet d'exploitation du minerai de fer de Mbalam. Une anticipation en termes d'aménagement et de mise en valeur de la zone située à proximité de ce Projet apparaît comme un impératif majeur, pour pouvoir mieux faire face aux multiples défis qui seront dictés par un environnement social et économique nouveau. A cet effet, le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage des études relatives à l'élaboration des documents de planification et la réalisation d'études techniques d'aménagement des communes concernées, dans le cadre du Programme de Développement et d'Aménagement Intégrés de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI/DJA) mis en place par le MINEPAT, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) à l'intention des Consultants (firmes) internationaux et/ou nationaux qui désirent participer à la pré-qualification pour la réalisation de l'étude sus-indiquée. Cette étude est configurée autour de l'élaboration d'un Plan d'Occupation des Sol, d'un Plan de Secteur et des Avant-projets sommaires et détaillés.

## **II. Objet de l'appel a manifestation d'intérêt international**

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Consultants (firmes) internationaux et/ou nationaux devant participer à l'Appel d'Offres International Restreint portant sur l'élaboration des documents de planification urbaine et la réalisation d'études techniques d'aménagement de certaines communes dans le cadre du Programme d'Aménagement et de Développement intégré de la Boucle minière du Dja et la zone frontalière adjacente (PADI/DJA).

Il comprend deux (02) lots distincts :

**- Lot 1 : Elaboration de documents de planification urbaine et la réalisation d'études techniques d'aménagement de la commune de Lomié et Messamena ;**

**- Lot 2 :** Elaboration de documents de planification urbaine et la réalisation d'études techniques d'aménagement de la commune de Meyomessi et Meyomessala;

Les documents de planification urbaine pour chaque lot seront un Plan d'Occupation des Sols (POS) et un Plan de Secteur (PS) pour une zone de la commune qui sera défini en concertation avec le Comité Technique de Pilotage.

**NB : Au terme de la pré-qualification, chaque soumissionnaire qui sera consulté devra préciser le ou les lots sollicités, et ne pourra être attributaire de plus d'un lot. Les délais prévus pour l'exécution desdites études sont de dix huit(18) mois.**  
Ces études viseront entre autres à:

### ➤ **S'agissant du POS :**

- **Produire une cartographie de base et un SIG ;**
- **Faire un état des lieux assorti d'un bilan diagnostique de la situation actuelle;**
- **Dégager une vision du développement à l'horizon de 15 ans, assortie d'objectifs stratégiques précis y afférents ;**
- **Elaborer un plan d'affectation des sols en collaboration avec les autres administrations sectorielles (MINADER, MINEF, MINTP, MINEBASE, etc.) et proposer les infrastructures et équipements structurants ;**
- **Produire un règlement d'urbanisme qui servira de boussole pour la mise en œuvre du POS. Y définir le périmètre de chacune des zones d'affectation et édicter, pour chacune d'elles, les règles, restrictions et servitudes particulières d'utilisation du sol ;**
- **Elaborer un Programme d'Investissements Prioritaires à court et moyen terme.**

### ➤ **Pour la zone du Plan de Secteur :**

- **Définir en concertation avec le Comité Technique local de Pilotage présidé par le Maire et le Comité de Suivi du projet mis en place par le MINH DU, le périmètre du Plan de Secteur et sa localisation ;**
- **Proposer une organisation spatiale de la zone (plan d'aménagement, plan de masse, découpage parcellaire existant ou projeté, aires de stationnement, desserte, espace verts et publics, parties à conserver ou devant faire partie d'un traitement particulier comme la rénovation, la restructuration, les lotissements ou la réhabilitation d'immeubles...) et les moyens à mobiliser pour les atteindre (financement, sécurisation foncière, montage institutionnel,...) ;**
- **Elaborer un plan d'aménagement de la zone assorti d'une maquette volumique ;**
- **Identifier une zone pour l'aménagement de 1000 parcelles intégrant la construction de 100 logements sociaux ;**
- **Edicter de façon détaillée les règles, restrictions et servitudes particulières d'utilisation du sol liées à chaque ilot ou parcelle;**
- **Définir les caractéristiques des infrastructures (voirie, drainage et autres réseaux...) et des autres équipements, les**

**servitudes d'urbanisme (destination, reculs, alignements, implantation, aspect des constructions, plan d'épannelage...)  
du secteur et leur rapport avec le reste de l'agglomération ;**

- **Préciser les phases de réalisation des actions programmées.**

➤ **Pour les études techniques d'aménagement :**

- **Collecter et analyser les données de toutes sortes devant encadrer le dimensionnement des infrastructures et équipements ;**
- **Elaborer l'Avant-Projet Sommaire (APS) y relatif;**
- **Elaborer l'Avant-Projet Détaillé (APD) ;**
- **Elaborer les études parcellaires des espaces destinés à l'aménagement de 1000 parcelles et des études architecturales des bâtiments destinés à la construction de 100 logements sociaux.**

### **III. Financement**

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, seront financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEPAT, Exercice 2016 et suivants, Imputation 50 94709 07 110000 2025.

### **IV. Profil des consultants**

- Les Consultants (firmes) intéressés devront être des bureaux d'études techniques (BET) internationaux et/ou nationaux dont les compétences diversifiées s'étendent sur les champs relevés supra. Ils devront fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour effectuer lesdites prestations (brochures, références concernant les prestations analogues, expériences dans les conditions similaires, qualifications du personnel d'encadrement, premières et dernières pages des contrats avec certificat de bonne fin ou attestation de mainlevée de la caution de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage).
  - Justifier des capacités techniques et financières compatibles avec les prestations à exécuter ;
    - **Ne pas avoir plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINHDU ;**
  - Disposer du matériel et du personnel nécessaires ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter.

**NB : Les groupements sont recommandés dans le cadre du présent ASMI, particulièrement les groupements entre Cabinets internationaux et nationaux sont encouragés par le Maître d'Ouvrage.**

Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain dressera une liste restreinte d'au moins six (06) candidats, sur la base d'une analyse des dossiers de manifestation d'intérêt reçus.

### **V. Dossier de candidature**

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume :

#### **V.1. Partie 1 : Pièces Administratives**

La «Partie 1» comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, datées d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- Une lettre **timbrée** de motivation dûment signée du candidat ;
- La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
- La copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du consultant ;
- L'original ou la photocopie datant de moins de trois mois de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

#### **Nota bene :**

- (1) le maître d'ouvrage appréciera qu'en cas de groupement cela se fasse entre des BET internationaux et nationaux
- (2) Le consultant qui n'est pas installé au Cameroun produira uniquement les pièces a et d ci-dessus citées.
- (3) En cas de groupement et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus :
  - Le consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;
  - Le mandataire est tenu de produire toutes les pièces sus-évoquées ;
  - Les membres sont astreints à produire les pièces e (s'ils sont installés au Cameroun) ou d (s'ils ne le sont pas).

Il est précisé que l'absence ou la non- validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

#### **V.2. Partie 2 : Dossier Technique**

##### **V.2.1 La liste des experts clé de la firme**

Le soumissionnaire présentera les Curricula vitae et copies des diplômes des personnels clés susceptibles d'être mobilisés pour l'exécution des prestations, à savoir :

- Un (01)**Chef de Mission**, Urbaniste (BAC+5), possédant au moins 15 ans d'expérience dans le secteur urbain en matière d'aménagement urbain, d'études stratégiques, de planification et de programmation urbaine, dont au moins 07 ans dans les études similaires et avoir participé à au moins 03 études d'aménagement ou de planification urbaine, dont au moins deux (02) en qualité de Chef de mission ;
- Un (01)**Ingénieur VRD**, de formation Ingénieur de Génie Civil (BAC+5), spécialiste en infrastructures urbaines et terrassements, justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans le domaine des VRD et ayant participé à au moins trois (03) projets d'études similaires. Il doit avoir une bonne connaissance de l'étude des trafics et l'exécution des chaussées ;
- Un (01)**Architecte-Urbaniste** (BAC + 5), justifiant d'une expérience minimale d'au moins dix (10) ans dans le domaine de l'aménagement des zones urbaines et de la promotion immobilière et ayant participé à au moins trois (03) études d'aménagement urbain ;
- Un (01) **Ingénieur Géotechnicien** (Bac+3), possédant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle générale dans le domaine des études géotechniques et au moins sept (07) ans d'expérience professionnelle pertinente dans les études similaires. Il doit avoir assuré avec succès comme Ingénieur géotechnicien, les études et/ou le contrôle sur site d'au moins deux (02) chantiers d'aménagements en zones urbaines ;
- Un (01) **Ingénieur Topographe – Expert Géomètre**, (Bac+5), spécialiste en Systèmes d'Information Géographique et possédant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle comme Ingénieur topographe/expert géomètre, dont au moins 05 ans dans le domaine de la cartographie numérique. Maîtrise des logiciels ARCGIS et MAPINFO et autre logiciel de cartographie ;
- Un (01)**Environnementaliste**, Formation en Sciences environnementales (BAC+4) justifiant d'une expérience minimale d'au moins 07 ans en analyse environnementale de projets et en analyse de risques environnementaux naturels et urbains avec au moins trois (03) références dans les projets d'aménagement urbain;
- Un (01)**Sociologue**, possédant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la sociologie et de la gestion urbaine, et au moins sept (07) ans d'expérience professionnelle dans les études similaires ;
- Un (01) **Expert Foncier**, juriste de formation, possédant au moins 10 ans d'expérience professionnelle, et au moins sept (07) ans d'expérience professionnelle dans les études similaires.

**NB** : les expériences des personnels clés doivent être assez récentes (10 à 15 ans au plus)

### V.2.2 Les références du Cabinet

Le Cabinet produira la liste de ses références réalisées dans les domaines ci-après, pendant les quinze (15) dernières années :

- Références dans le domaine des études de planification urbaine, d'urbanisme et de développement urbain dont au moins deux en Afrique;
- Références en études techniques de voiries urbaines y compris équipements connexes dans les domaines de la construction et de la réhabilitation dont au moins deux en Afrique subsaharienne ;

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie de l'extrait du contrat comportant les première et dernière pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet.

**NB** :Le maître d'ouvrage accordera une attention particulière aux références relatives aux études d'un montant supérieur ou égale à **300 000 000 Fcfa**.

### V.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

- Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
- Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- La liste du matériel informatique et bureautique (ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, etc.) présents au siège du Cabinet ;

**N.B** : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

#### V.2.4 Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le soumissionnaire peut pré financer les prestations à hauteur de **400 millions de FCFA**.

#### VI. Critères d'évaluation du Dossier Technique

##### ➤ Critères éliminatoires :

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

**Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINHDU ;**

- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;

##### ➤ Critères essentiels d'évaluation

- L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur **100 points** sur la base des critères ci-dessous :

<b>Personnel</b>	<b>: 60 points</b>	
<b>Références</b>	<b>: 25 points</b>	
<b>Matériel</b>	<b>: 10 points</b>	
<b>Groupement avec un cabinet International</b>		<b>: 05 points</b>

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100) seront retenus.

#### VII. Dépôt des dossiers

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale, porte 09T02), au plus tard le 19 septembre 2016 à 12 heures avec la mention :

*Avis de Sollicitation A Manifestation d'intérêt*

*N°0002364/ASMI/MINHDU/2016 du 26 Aout 2016*

*pour l'élaboration de documents de planification urbaine et la réalisation d'études techniques d'aménagement des communes de messamena et Lomie (lot 1), Meyomessala et Meyomessi (lot 2) dans le cadre du programme d'aménagement et de développement intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière Adjacente(PADI/DJA).*

*Au titre de l'exercice budgétaire 2016.*

#### VIII. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 9<sup>e</sup> étage-porte 02 de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale), ou à la Division des Etudes, de la Planification et de la Coopération, sise au 4<sup>e</sup>ème étage de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale), Tél : 222 219 919.

#### IX. Publication des résultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres Restreint conformément à l'article 12 du décret n°2004/275 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

*Yaoundé, le 26 Août 2016*  
**LE Ministre de l'Habitat  
et du Développement Urbain**  
**MBWENTCHOU JEAN CLAUDE**

**Expression of Interest Invitation**  
**N°0002364/ASMI/MINHDU/2016 of 26 Aout 2016**

**for the design of town planning documents and the execution of technical management studies for messamena and Lomie (lot 1), Meyomessi and Meyomessala (lot 2) under the integrated development and management program of Dja boucle mining and adjacent frontier zone (PADI/DJA).**

**FOR THE 2016 FISCAL YEAR**

#### I-Background

The Cameroonian Government initiated the largest iron mining project at Mbalam. Anticipation in terms of planning and development of the area near this project appears as a major imperative, to better address the multiple challenges that will be dictated by a new social and economic environment. To this end, the Minister of Housing and Urban Development, acting as the Owner of the studies relating

to the preparation of planning documents and implementation of technical planning studies of the municipalities in the Development Program framework and integrated Development of the DjaBoucle mining and the adjacent border area (PADI / DJA) established by MINEPAT, launches the expression of Interest (ASMI) for Consultants (firms) international and / or national, wishing to participate in the prequalification for the realisation of the above-specified study. This study is designed around developing a Land Use Plan, a Sector Plan and the Summary of Pre-Studies (APS) and detailed.

## **II-Purpose of the call for the international expression of interest**

The purpose for this present call for Expression of Interest is for the prequalification of consultants (firms) international and / or national to participate in the restricted international invitation to tender on the design of urban planning documents and the realisation of technical management studies of certain councils under the management Program and integrated Development of the DjaBoucle mining and the adjacent border areas (PADI / TDI).

It includes two (02) separate lots:

- Lot 1: Design of urban planning documents and the realisation of technical development studies of Lomié and Messamena;
- Lot 2: Design of urban planning documents and technical development studies of Meyomessi and Meyomessala;

Urban planning documents for each lot will be the Land Use Plan (POS) and a Sector Plan (PS) to an area of the town which will be defined in consultation with the Technical Steering Committee.

**NB: After the pre-qualification, each bidder will be consulted or must specify the requested items (lots), and cannot be awarded more than one lot. The deadline for the execution of the studies is eighteen (18) months.**

These studies will aim, among other things:

### **Concerning the Land Use Plan (POS):**

- Produce a base map and GIS;
- Make an inventory together with a diagnostic assessment of the current situation;
- Develop a vision of 15 years onwards, with precise strategic objectives related thereto;
- Design a Land Use Plan in collaboration with other sectoral administrations (MINADER MINEF, MINTP, MINEBASE, etc.) and provide infrastructure and structural facilities;
- Produce the town planning rules and regulations that will serve as a compass for the implementation of the Land Use Plan. Thereafter, define the scope of each assigned area and prescribe, for each of them, the rules, specific restrictions and easements of land use;
- Design a Priority Investment Program (PIP) in the short and medium term.

### **Concerning the Sector Plan:**

- Define in consultation with the local Technical Steering Committee chaired by the Mayor and the Project Monitoring Committee set up by MINH DU, the perimeter of the Sector Plan and its location;
- Propose a spatial organisation of the area (development plan, site plan, existing parceling sections or proposed, parking areas, service, green and public space areas to keep or to serve a particular treatment such as renovation, restructuring, subdivisions or rehabilitation of buildings ...) and the means to achieve them (financing, land tenure security, institutional setup, ...);
- Design a management plan for the area together with a volumetric model;
- Identify an area for the development of 1,000 plots including the construction of 100 social housing;
- Enact in detail the rules, specific restrictions and easements of land use related to each block or parcel;
- Define the characteristics of the infrastructure (roads, drainage and other networks ...) and other equipment, urban servitudes (destination, setbacks, alignments, location, appearance of buildings,...) sector and their relationship with the rest of the metropolitan area;
- Specify the phases of realisation of programmed actions.

### **For technical development studies:**

- Collect and analyse data of all kinds to oversee the design of infrastructure and equipment;
- Design the pre- Summary Project(APS) thereto;
- Design the pre- detailed Project(ODA);
- Design the layout studies for spaces destined for the development of 1,000 plots and architectural plans of buildings for the construction of 100 social housing.

## **III-Funding**

The benefits under this Invitation for Expression of Interest will be financed by the Public Investment Budget (PIB) MINEPAT, for the year 2016 and following, Imputation 50 94 709 07 110000 2025

#### IV-Profile of consultants

- Interested Consultants (firms) will be technical planning firms (BET) international and / or national, with diverse knowledge/skills in the above fields. They must provide information indicating that they are qualified to perform those services (brochures, references, description of similar services, and experience in similar conditions, of the management skills, first and last pages of contracts with certificate of successful completion or certificate for release of the performance bond issued by the Client).
- Most have financial and technical capacities compatible with the services to be performed ;
- Most not have 02 (two) studies under execution at MINHDU ;
- Most have the required equipment and staff or commit to recruit the requisite staff for the services to perform.

**NB:**The groups are recommended as part of this ASMI, particularly the groups between international and national consulting firms are encouraged by the Client.

The Ministry of Housing and Urban Development will draw up a shortlist of at least six (06) candidates on the basis of an analysis of the expressions of interest files received.

#### V-Application

The bidder who expresses his interest to execute the missions stipulated above must provide the following information necessary to appreciate his technical and operational capacity notably:

##### V.1 - Part 1: Administrative documents

The Volume 1 should contain the following administrative documents certified not more than three months as at the opening of the bids.

- A signed **stamped** letter expressing the interest of the bidder;
- A certified copy of license, valid and approved by the competent service;
- A certified copy of tax payers card;
- The original attestation of non-bankruptcy issued by the competent authority of residence of bidder ;
- The Original attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

##### N/B:

- The project owner will appreciate in case of grouping that this is done between international and national cabinets.
- Consultant that is not resident in Cameroon should uniquely produce the documents (a) and (d) cited above.
- In case of grouping with reservation of the dispositions of (2) above:
  - The consultant shall produce a convention of grouping in which the mandatory is formally designated
  - The mandatory must produced all the documents mentioned above
  - The members are obliged to produce the documents e (if they are resident in Cameroon) or d (if not resident in Cameroon)

The absence or the non- validity of any document cited above shall cause the automatic elimination of the bidder.

##### V.2- Part 2: Technical documents

###### V.2.1 List of experts and support staff

The bidder must present the Curricula vitae and copies of diplomas of key personnel to be mobilised for the execution of the services, notably:

- A Head of Mission, Town Planner (BAC + 5), with at least 15 years of experience in the urban sector in urban development, strategic studies, planning and urban programming, at least 07 years in similar studies and have participated in at least 03 development or urban planning studies, at least two (02) as Head of Mission;
- An Engineer VRD, trained in Civil Engineering (BAC + 5), a specialist in urban infrastructure and earthworks, justifying professional experience of at least ten (10) years in the field of VRD and has participated in at least three (03) projects of similar studies. He must have a good knowledge of the study on traffic and execution of pavements;
- An (01) Architect-Planner (BAC + 5), to justify a minimum experience of at least ten (10) years in the field of development of urban zones and property development and have participated in at least three (03) urban planning studies;
- A (01) Geotechnical Engineer (+3), with at least ten (10) years of general professional experience in the field of geotechnical studies and at least seven (07) years of relevant experience in similar studies. It must have successfully secured as geotechnical engineering, studies and / or control on site at least two (02) facilities of construction sites in urban areas;
- A (01) Senior Surveyor - Expert Surveyor, (5 years), a specialist in Geographic Information Systems and has at least ten (10) years of

professional experience as a topographic engineer / expert surveyor, at least 05 years in the field of digital mapping. Master of ARCGIS and MapInfo software and other mapping softwares;

An (01) Environmentalist, trained in Environmental Sciences (BAC + 4) justify a minimum experience of at least 07 years in environmental analysis of projects and analysis of natural and urban environmental risk with at least three (03) references in urban development projects;

- A (01) Sociologist, with at least 10 years of professional experience in the field of sociology and urban management, and at least seven (07) years of professional experience in similar studies;

- An (01) Expert in Land law, a lawyer by training, with at least 10 years of professional experience and at least seven (07) years of professional experience in similar studies.

The experiences of key personnel must be recent enough (10 to 15 years at most).

### V.2.2 References of the consultancy

The Consultancy shall provide the list of references projects implemented in the fields mentioned below over the past fifteen (15) years:

- References in the field of urban planning studies, town planning and urban development, at least two in Africa;

- References in technical studies of urban roads including related equipment in the fields of construction and rehabilitation, at least two sub-Saharan Africa;

In order to be considered in the assessment, each reference project of similar nature and significance shall be justified with the copy of the contract extract comprising the first and last pages and the attestation of proper execution or the acceptance report of the related project concerned. Such documents shall be clear and readable in a bid to highlight the Project Owner's Name and the place of execution of the project.

**NB:** The client will pay special attention to references to studies for an amount greater than or equal to 300 million CFA francs.

### V.2.3 Logistical, technical and material resources

The bidder shall justify ownership of the logistical, material and technical resources necessary for performing the tasks under consideration. For this purpose, he shall produce a list comprising:

- Logistical resources (vehicles, means of communication, etc.) with proof of ownership (certified copies of vehicle registration documents or bills);

- Technical and material resources with justification of ownership;

List of computer and office equipment (computers, printers, photocopying machine, software, etc.) available at the Consultancy's headquarter;

**N.B:** The localization of such equipment shall be specified given that verifications may be carried out by the Project Owner when need arises.

### V.2.4 Financial capacity certificate

This certificate shall be issued by a bank approved by the Ministry of Finances under the conditions provided by COBAC and shall state that the bidder is capable of pre-financing the operations to the tune of **CFA.400 million**

## VI. Technical bids evaluation criteria

### ➤ Eliminary criteria:

- Administrative or technical file not consistent with the prescriptions of this bid;

- False declaration or forged documents;

- **More than 02 (two) studies under realization at MINH DU ;**

- Technical score less than 70 Marks out of a 100;

### ➤ Essential evaluation criteria

Evaluation of the quality of technical bids shall be on 100 Marks and shall be based on the following criteria:

**Personnel** : 60 Marks

**References** : 25 Marks

**Equipment** : 10 Marks

**Groups between international and national consulting firms: 05 Marks**

Only bidders scoring a technical mark equal to 70 out of a 100 upon assessment shall be retained.

### **VII. Deposit of tender**

The Application files of the candidates, written in French or English, must be submitted in four (04) copies, one (01) original and three (03) copies marked as such, under closed and sealed at the Department of General Affairs, Public contract Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located in the Ministerial Building No.1 (Opposite the Central Post Office, door 09T02), not later than September 19, 2016 at 12 o'clock:

*Expression of Interest Invitation  
N°0002364/ASMI/MINH DU/2016 of 26 Aout 2016*

*for the design of town planning documents and the execution of technical management studies for messamena and Lomie (lot 1), Meyomessi and Meyomessala (lot 2) under the integrated development and management program of Dja boucle mining and adjacent frontier zone (PADI/DJA).*

*FOR THE 2016 FISCAL YEAR*

### **VIII. Further information**

For further information, contact the Department of General Administration, Contracts Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located at the 9th floor, door 02 of the Ministerial Building N°.1 (Opposite the Central Post Office) or the Department of Studies, Planning and Cooperation, located at the 4th floor, block Bn, of the Ministerial Building N°.1 (Opposite the Central Post Office), Tel: 222 219 919.

### **IX. Publication of results**

Applicants retained upon assessment will be consulted within the framework of the Restricted Bid Invitation, pursuant to article 12 of Decree N°2004/275 on Cameroon Public Contracts Code.

*Yaounde the 26<sup>th</sup> August 2016  
Le Ministre de l'Habitat  
et du Développement Urbain  
MBWENTCHOU JEAN CLAUDE*

### Etablissements Publics Administratifs

APPELS D'OFFRES		COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION			
REFERENCES	OBJET ET MAITRE D'OUVRAGE	REFERENCES	ATTRIBUTAIRES	MONTANTS (FCFA)	DELAIS
N°0001/AONO/ANRP/CIPM/16 DU 18/07/2016	Fourniture de 02 véhicules pick-up 4x4 à l'Agence Nationale de Radioprotection  <b>ANRP</b>	COMMUNIQUE N°00010/ANRP/DAAF/SBMP DU 22/08/2016	CAMI <b>ELIMINE</b>		

### Départements Ministériels

APPELS D'OFFRES		COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION			
REFERENCES	OBJET ET MAITRE D'OUVRAGE	REFERENCES	ATTRIBUTAIRES	MONTANTS (FCFA)	DELAIS
N°001/C/MIN-JEC/CPM/2016	Entretien ordinaire des bâtiments des Services Centraux du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique  <b>MINJEC</b>	DECISION N°00067/D/MIN-JEC/SG/DAG/SDBMM/SM/2016 DU 26/08/2016	SOLUTECH SARL BP 1238 YAOUNDE <b>RESILIE</b>		
N°002/AONR/MINJEC/CPM/2016 DU 30/06/2016	Recrutement d'un cabinet architectes/bureau d'études techniques pour l'actualisation des plans architecturaux et techniques types des projets de construction et d'équipement des Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) phase 2 et fin en procédure d'urgence  <b>MINJEC</b>	COMMUNIQUE N°00020/C/MIN-JEC/SG/DAG/SDBMM/SM/2016 DU 26/08/2016	GROUPEMENT EDJO'O INGENIERIE SARL/2KAP CONCEPT BP 15353 YAOUNDE	96 890 625 TTC	04 MOIS
N°033/AONR/MINHDU/CM/2016 DU 12/07/2016	Contrôle de la phase I des travaux de bitumage de la voirie d'Elabe Nziou (Arrondissement de Kribi Ile) en procédure d'urgence  <b>MINHDU</b>	COMMUNIQUE N°0002239/C/MINHDU DU 22/08/2016	BERED SARL	17 947 125 TTC	05 MOIS
N°034/AONO/MINHDU/CM/2016 DU 29/07/2016	Exécution des travaux d'entretien des voiries en terre dans la Ville de Bangangté en procédure d'urgence  <b>MINHDU</b>	COMMUNIQUE N°0002322/C/MINHDU DU 25/08/2016	GROUP GALANT AND FRIENDS	97 684 181 TTC	04 MOIS

## Départements Ministériels

APPELS D'OFFRES		COMMUNIQUES D'ATTRIBUTION			
REFERENCES	OBJET ET MAITRE D'OUVRAGE	REFERENCES	ATTRIBUTAIRES	MONTANTS (FCFA)	DELAIS
N°065/AONR/MINMAP/CCPM-TR/2016 DU 18/04/2016	Etudes de certaines voiries de la Ville de Douala  <b>MINMAP</b>	DECISION N°157/D/PR/MINMAP/SG/DGMI/DMTR/CE4 DU 16/08/2016	COMPETING BET LOT 1 LOT 2 PRISMA SARL LOT 1 LOT 2	104 448 152 TTC 143 467 886 TTC  144 035 070 TTC 144 035 070 TTC	10 MOIS 06 MOIS  06 MOIS
N°015/AONR/MINMAP/CSPM-PLANUT/2016 DU 13/01/2016	Réhabilitation de l'adduction en eau potable et de l'aménagement du barrage de Ouazzang dans l'Arrondissement de Meri, Département du Damaré, Région de l'Extrême Nord  <b>MNMAP</b>	DECISION N°158/D/MINMAP/SG/DGMI/DMAI/CE4/CKW/2016 DU 16/08/2016	INFRUCTUEUX		
N°203/AOIO/MINMAP/CCPM-AI/2015 DU 30/12/2015	Recrutement d'un bureau d'études techniques devant assurer la maîtrise d'oeuvre pendant la préparation, la construction et la mise en service de l'aménagement hydroélectrique de Warack sur la Bini (en procédure d'urgence) <b>MINMAP</b>	DECISION N°159/D/PR/MINMAP/SG/DGMI/DMAI/CE2/2016 DU 12/08/2016	<b>AU LIEU DE</b> INTERTECHNE/CENO  <b>LIRE</b> INTERTECHNE/CENO	7 652 639 167 TTC  <b>7 131 659 141 TTC</b>	68 MOIS  68 MOIS
N°013/AONO/MINPMEESA/CMPM/2016 DU 12/08/2016	Travaux de terrassement général du site de la pépinière pilote de référence des entreprises d'Edéa en procédure d'urgence  <b>MINPMEESA</b>	COMMUNIQUE N°011/C/MINPMEESA/CAB/2016 DU 24/08/2016	<b>ANNULE</b>		
N°012/AONO/MINPMEESA/CMPM/2016 DU 12/08/2016	Maîtrise d'oeuvre des travaux de terrassement général du site de la pépinière pilote de référence des entreprises d'Edéa en procédure d'urgence <b>MINPMEESA</b>	COMMUNIQUE N°010/C/MINPMEESA/CAB/2016 DU 24/08/2016	<b>ANNULE</b>		
N°014/AONO/MINPMEESA/CMPM/2016 DU 12/08/2016	Extension du village artisanal de Limbé: construction de la clôture et des box phase 2 en procédure d'urgence  <b>MINPMEESA</b>	COMMUNIQUE N°012/C/MINPMEESA/CAB/2016 DU 24/08/2016	<b>ANNULE</b>		
N°066/AONR/MINMIDT/CMPM/2016	Elaboration d'une cartographie des institutions financières pour la mise en oeuvre des projets au profit du  <b>MINMIDT</b>	COMMUNIQUE N°000028/C/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/BAO DU 16/08/2016	STEAN AND ASSOCIATES	12 938 625 TTC	45 JOURS

## Maîtres d'Ouvrage

A7DS	: Aménagement de Sept Districts de Santé dans la Province de l'Extrême Nord	ENHT	: Ecole Nationale d'Hôtellerie et de Tourisme
ADC SA	: Aéroports du Cameroun	ENSPT	: Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications
AER	: Agence d'Electrification Rurale	ENSTP	: Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics
AN	: Assemblée Nationale	FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale
ANAFOR	: Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	FMSPT	: Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, le Paludisme et la Tuberculose
API	: Agence de Promotion des Investissements	FNE	: Fonds National de l'Emploi
APN	: Autorité Portuaire Nationale	GCEB	: General Certificate of Education Board
ARMP	: Agence de Régulation des Marchés Publics	GUCE	: Guichet Unique des Opérations du Commerce Extérieur
ARSEL	: Agence de Régulation du secteur de l'électricité	HGD	: Hôpital Général de Douala
ART	: Agence de Régulation des Télécommunications	HGOPY	: Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé
ASCNPD	: Agence du Service Civique National de Participation au Développement	HGY	: Hôpital Général de Yaoundé
AYBHOTEL	: Ayaba Hôtel	INC	: Institut National de Cartographie
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement	INJS	: Institut National de la Jeunesse et des Sports
CAMAIR-CO	: Cameroon Airlines Corporation	INS	: Institut National de la Statistique
CAMERCAP	: Projet de Renforcement des capacités en Gestion Economique du Cameroun	IRAD	: Institut de Recherches Agricoles pour le Développement
CAMPOST	: Cameroon Postal Services	IRGM	: Institut de Recherches Géologiques et Minières
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications	IRIC	: Institut des Relations Internationales du Cameroun
CAMWATER	: Cameroon Water Utilities Corporation	IMPM	: Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales
CBLT	: Commission du Bassin du Lac Tchad	ISMP	: Institut Supérieur de Management Public
CCAA	: Autorité Aéronautique	LABOGENIE	: Laboratoire National de Génie Civil
CCIMA	: Chambre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat	LANAVET	: Laboratoire National Vétérinaire
CDC	: Cameroon Development Company	LNCM	: Laboratoire National de Contrôle Médical
CDEN	: Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	MAETUR	: Mission d'Aménagement et d'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux
CDENO	: Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	MAGZI	: Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
CDPM	: Caisse de Développement de la Pêche Maritime	MATGENIE	: Parc National de Matériel de Génie Civil
CENAME	: Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	MIDIMA	: Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
CENEEMA	: Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	MDPC	: Mission de Développement des Pêches du Cameroun
CEP	: Caisse d'Epargne Postale	MEADEN	: Mission d'Etudes pour l'Aménagement et le Développement du Nord
CES	: Conseil Economique et Social	MEAO	: Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan
CFAM	: Centre de Formation en Administration Municipale	MIDENO	: Mission de Développement du Nord Ouest
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun	MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
CGCI	: Cellule de Gestion du Code des Investissements	MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
CHAGRI	: Chambre d'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun	MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire	MINCOM	: Ministère de la Communication
CIRCB	: Centre International de Recherche « Chantal BIYA »	MINCOMMERCE	: Ministère du Commerce
CNDHL	: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés	MINCONSUE	: Ministère chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat
CNGFP	: Comité National de Gestion FAO - PAM	MINAC	: Ministère des Arts et de la Culture
CNIC	: Chantier Naval et Industriel du Cameroun	MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
CNLS	: Comité national de lutte contre le Sida	MINDEF	: Ministère de la Défense
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
CPC	: Centre Pasteur du Cameroun	MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
CPLS	: Comité Provincial de Lutte contre la Sécheresse	MINEE	: Ministère de l'Energie et de l'Eau
CPSEPPZLT	: Comité de Pilotage et du Suivi de l'Exécution des Projets Prioritaires dans la Zone du Lac Tchad	MINEF	: Ministère de l'Environnement et des Forêts
CPSP	: Comité de Pilotage et de Suivi du Pipeline	MINFI	: Ministère des Finances
CPTDS	: Centre de Production des Tests de Dépistage du SIDA	MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
CRC	: Croix Rouge Camerounaise	MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
CRTV	: Cameroon Radio and Television	MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
CS	: Cour Suprême	MINEPPIA	: Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
CSE	: Contrôle Supérieur de l'Etat	MINESEC	: Ministère des Enseignements Secondaires
CSPH	: Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
CUD	: Communauté Urbaine de Douala	MINFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation
CUY	: Communauté Urbaine de Yaoundé		
DGSN	: Délégation Générale à la Sécurité Nationale		
DGRE	: Direction Générale de la Recherche Extérieure		
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature		
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire		

## Abréviations

	Professionnelle		
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune	PNDP	: Programme National de Développement Participatif
MINFOPRA	: Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	PNDRT	: Programme National de Développement des Racines et Tubercules
MINIMIDT	: Ministère de l'Industrie des Mines et du Développement Technologique	PNG	: Programme National de Gouvernance
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique	PNOB	: Projet Nord-Ouest Bénoué
MINJUSTICE	: Ministère de la Justice	PPMF	: Appui au Programme National de Microfinance
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics	PSTE	: Pays Pauvres Très Endettés
MINPMEESA	: Ministère des Petites Moyennes Entreprises de l'Économie Sociale et de l'Artisanat	PREPAFEN	: Projet de Réduction de la Pauvreté et Actions en faveur des Femmes dans la Province de l'Extrême Nord
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunications	PRCTC	: Projet de Renforcement des Capacités, de Transparence et de Contrôle de gestion des ressources publiques
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	PRSSAC	: Projet Régional de Renforcement de la Sécurité et de la sûreté de l'Aviation civile en Afrique
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	RHM4	: Réseau des Habitants de Mballa 4 (GIC ADJC)
MINREX	: Ministère des Relations Extérieures	SCDP	: Société Camerounaise de Dépôts Pétroliers
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique	SEMR	: Société d'Exploitation et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
MINSEP	: Ministère des Sports et de l'Éducation Physique	SHNC	: Société Hôtelière du Nord Cameroun
MINT	: Ministère des Transports	SIC	: Société Immobilière du Cameroun
MINTOUL	: Ministère du Tourisme et des Loisirs	SIF	: Système d'information des filières cacao et Café au Cameroun
MINTP	: Ministère des Travaux Publics	SITRON	: Société Industrielle de Transformation des Oléagineux de Ngourou
MINTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	SNH	: Société Nationale des Hydrocarbures
MIPROMALO	: Mission pour Promotion des Matériaux Locaux	SNI	: Société Nationale d'Investissement
MSEGE	: Mission Spéciale d'Eradication des Glossines	SODECAO	: Société de Développement de la Cacao culture
OBC	: Office du Baccalauréat du Cameroun	SODECOTON	: Société de Développement du Coton
OCC	: Office Céréalière du Cameroun	SODEPA	: Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
ONAC	: Office National des Anciens Combattants	SOHLI	: Société Hôtelière du Littoral
ONCC	: Office National du Cacao et du Café	SONARA	: Société Nationale de Raffinerie
ONZFI	: Office National des Zones Franches Industrielles	SOPECAM	: Société de Presse et d'Éditions du Cameroun
PAD	: Port Autonome de Douala	SOWEDA	: South West Development Authority
PADC	: Projet d'Appui au Développement Communautaire	SRC	: Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
PAISS	: Projet d'Appui aux Investissements du Secteur de la Santé	UNIV_BUEA	: Université de Buéa
PAPSR	: Projet d'Appui au Programme de la Santé de la Reproduction	UNIV_DOUALA	: Université de Douala
PARETFOP	: Projet d'appui à la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	UNIV_DSCHANG	: Université de Dschang
PARFAR	: Programme d'Amélioration du Revenu Familial et Rural dans les Provinces Septentrionales	UNIV_MAROUA	: Université de Maroua
PASE	: Programme d'appui au système éducatif	UNIV_NGAOUNDERE	: Université de Ngaoundéré
PCFC	: Projet Compétitivité de Filières de Croissance	UNIV_YAOUNDE1	: Université de Yaoundé I
PCBHM	: Projet de Construction du Barrage Hydro-électrique de MEMVE'ELLE	UNIV_YAOUNDE2	: Université de Yaoundé II
PDRI-CL	: Projet de Développement Rural Intégré Chari-Logone	UNVDA	: Upper Nun Valley Development Authority
PMF	: Projet Micro Finance	UTAVA	: Unité de Traitement Agricole par Voie Aérienne
PMLS	: Projet Multisectoriel de Lutte contre le VIH/Sida		

## Bailleurs de fonds

ACDI	: Agence canadienne de développement international	CTB	: Coopération Technique Belge
AFD	: Agence Française de Développement	FAD	: Fonds Africain de Développement
BA	: Budget Autonome d'un Etablissement ou Organisme Public	FED	: Fonds Européen de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement	FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	FKDEA	: Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
BID	: Banque Islamique de Développement	FM	: Fonds Mondial
BIP	: Budget d'Investissement Public	FMI	: Fonds Monétaire International
BM	: Banque Mondiale	FODI	: Fonds de l'OPEP pour le Développement International
BMZ	: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung	FR	: Fonds Routier
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement	FSDF	: Fonds Spécial de Développement des Forêts
		IDA	: International Development agency
		KFW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau